

Carte scolaire 1er degré

Monsieur l'Inspecteur d'académie,
Mesdames et messieurs,

En préambule, et ne l'entendez surtout pas, Monsieur le Directeur académique comme une parenthèse formelle, nous tenions à remercier le service de la DOS pour le travail fourni sur les cartes scolaires, qu'elles soient du premier ou du second degré. C'est un travail que l'on sait difficile et qui est accompli avec professionnalisme et une réelle écoute du terrain, malgré les multiples contraintes qui leur sont imposées. Bref un travail accompli avec brio.

Et au delà de la DOS, même si nous n'avons pas vocation à juger des compétences des uns ou des autres à la DSDEN, nous tenions à saluer également le travail de la DP. À la DSDEN, comme nous localement, à moyens insuffisamment constants, nous savons que le travail n'est pas facile. L'institution Éducation nationale est clairement au centre de nos préoccupations à tous. Je ne peux que vous en remercier, nous en remercier collectivement.

Passé ces remerciements, entrons dans le vif du sujet...

Monsieur le Directeur Académique donc, le tableau de la rentrée prochaine que vous nous avez dressé la semaine dernière en groupe de travail est particulièrement sombre.

Entre problèmes de remplacement, calibrage à minima (voire moins) pour les mutations interdépartementales, prévisions d'exeat quasi nuls, temps partiels particulièrement restreints, difficultés de recrutement, la rentrée prochaine s'annonce plus que compliquée. C'est un euphémisme...

Si, à l'Unsa, nous préférons toujours voir le verre à moitié plein, force est de constater que le vide prend de plus en plus de place.

Dans le cadre de la carte scolaire premier degré, la dotation positive et assez conséquente ne suffit pas à ramener la sérénité dans nos écoles. Nous payons là la facture des années de suppressions massives d'emploi et de démantèlement de la formation des enseignants.

La dégradation des conditions de travail envisagée à la rentrée prochaine impactera forcément et fortement chacune et chacun de nos collègues.

Finalement, le cœur même de ce malaise est bien la gestion calamiteuse des ressources humaines de notre Ministère qui oublie bien vite que derrière chaque enseignant se cache une personne.

Si nous avons des désaccords de fond avec nos partenaires syndicaux autour de cette table, nous pouvons tout de même livrer un constat commun sur certains points :

- Le remplacement

C'est clairement le problème de cette année. Le constater n'est pas suffisant et c'est bien ce que vous avez repéré en mettant en place des groupes de travail spécifiques pour tenter de pallier à ce problème.

Vous abondez donc la brigade de remplacement. C'est louable et surtout indispensable.

Plusieurs entrées ont émergé pour essayer de résoudre ce problème du remplacement :

- Une entrée par les moyens avec l'implantation des postes de remplaçants, basée sur les constats d'absence des titulaires, par secteur.

- Une entrée par « l'humain » en essayant d'analyser les motifs d'absence des titulaires d'une part, l'efficacité de la brigade de remplacement d'autre part.

Mais sur ce dernier point, n'est-ce pas le serpent qui se mord la queue ? En effet, les conditions difficiles de la rentrée prochaine génèrent du malaise. Ce malaise induit des absences. Ces absences engendrent du malaise... Bref, la quadrature du cercle à laquelle vous pouvez difficilement répondre avec les effectifs qui sont les vôtres... Pour autant, il convient d'avancer sur cette question.

• L'éducation prioritaire

En dehors d'un écrémage récent avec la création des REP+, la carte de l'éducation prioritaire est aujourd'hui figée dans le marbre. Les choix d'un autre temps, qu'ils aient été politiques, budgétaires, d'image ou électoralistes font maintenant leur œuvre. En effet, nombreuses sont les écoles qui accueillent des publics dits difficiles sans être étiquetées Éducation prioritaire.

Qu'y a-t-il derrière cet étiquetage pour le quotidien des collègues ? Une nécessité de moyens de fonctionnement particuliers, une reconnaissance de leur métier qui passe entre autres, mais pas seulement, par l'aspect financier.

Ça fait maintenant plusieurs années que nous dénonçons l'entrée dans l'éducation prioritaire des écoles par le seul versant collègue. Comme d'ailleurs toutes évolutions dans le primaire. Nous en touchons là les limites. Le ministère méconnaît clairement le premier degré. Vous, non.

L'Unsa Éducation vous demande donc, Monsieur le Directeur académique, une étude fine de toutes les situations pour qu'au moins ces écoles aient les moyens de fonctionner correctement.

Par ailleurs, Monsieur le Directeur Académique, nous vous avons interpellé la semaine dernière sur les décharges des EMF qui, vous l'avez repéré, vont évoluer l'année prochaine.

Si c'est bien Monsieur le Recteur qui sera aux manettes de ce dossier, nous souhaiterions que le département des Yvelines, sous votre impulsion, crée une vraie dynamique pour ces acteurs de terrain indispensables à la formation des enseignants, à l'heure où l'Espé est en proie à des guerres intestines, à des problèmes de responsabilité et de gouvernance et donc dysfonctionne gravement.

Je conclurai mon propos comme je l'ai entamé : le verre doit désormais se remplir d'autre chose que du vide. La GRH doit désormais être au cœur de nos préoccupations. En effet, nos collègues sont autre chose que des Numen. C'est un peut-être vœu pieu que je formule là, mais je sais que vous y êtes particulièrement attentif. Trouvons donc, ensemble, les moyens de redonner confiance à la profession et de replacer nos collègues au cœur du métier.

En cette période trouble, au moment où la crise la plus grave que nous affrontons est sans doute celle de la démocratie, nous sommes d'accord, vous et nous, pour dire que le rôle de l'Éducation et donc des enseignants est essentiel.

Dans prof, il y a pro. Que ça devienne un vrai leitmotiv pour nous tous autour de cette table, sur le terrain et à tous les étages de notre institution.

Je vous remercie de votre attention.